

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1881 - 19 mai 1994 - 3 F

D 1881 MEXIQUE : CHIAPAS, CENT JOURS APRÈS

L'assassinat de Donaldo Colosio, candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) aux prochaines élections présidentielles (cf. DIAL D 1870), a eu pour effet de faire disparaître dans l'opinion l'affaire du soulèvement indien au Chiapas. Le 10 avril 1994, une manifestation de plusieurs dizaines de milliers d'opposants au PRI avait lieu à Mexico pour le 75e anniversaire de l'assassinat du mythique Emiliano Zapata, dont se réclame précisément le soulèvement du Chiapas. L'heure est à la désillusion.

Note DIAL

LES CENT JOURS DE L'ARMÉE ZAPATISTE DE LIBÉRATION NATIONALE 1er janvier - 10 avril 1994 (Correspondance particulière)

Le 10 avril 1994, soixante-quinzième anniversaire de l'assassinat d'Emiliano Zapata par les forces de l'ordre, coïncidait avec les premiers jours de la vie publique de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). Dans la jungle, à plusieurs heures - de voiture puis de marche - de la route la plus proche, le Comité clandestin révolutionnaire indien-Commandement général-Armée zapatiste de libération nationale (CCRI-CG-EZLN) avait invité tous les journalistes accrédités à la fête zapatiste, dramatisée et interrompue au beau milieu du bal paysan par une fausse alerte: interviews, conférences de presse, histoire du mouvement, célébration du drapeau, parade militaire, chansons de guerre ou de clandestinité, repas, danses, dans le mystère et la poésie grave du maquis. Au cours de la fête champêtre, on donna lecture d'un communiqué, celui-là même que lisaient publiquement au même moment les paysans du Comité par États d'organisations indiennes et paysannes (CEOIC) sur le zocalo de Mexico, devant les fenêtres du palais de la présidence de la République: il demandait le retrait de "l'imposteur", Carlos Salinas de Gortari, et confirmait que la consultation des bases de l'EZLN était suspendue, puisque les conditions du dialogue - pas encore rompu - n'existaient plus.

En effet, le climat se détériore depuis longtemps. Le 8 avril, les armes des propriétaires terriens du Chiapas ont tiré et ont fait la première victime zapatiste depuis le cessez-le-feu: un mort du CCRI local (à Altamirano). Le 9 avril, la délégation paysanne du CEOIC de Chiapas fut interceptée à Puebla où on lâcha les chiens policiers contre eux, avant de les enfermer quelques heures dans un marché couvert pour retarder leur marche vers Mexico. L'encercllement militaire et l'augmentation inquiétante des effectifs (y compris des parachutistes), bien que niés par les bulletins du ministère de la défense, sont tellement confirmés que les zapatistes ont dû miner les abords de leurs secteurs. Les zones franches sont rarement respectées par l'armée, qui bloque en outre les convois de secours sanitaires ou alimentaires. Les deux chaînes de télévision ont passé sous silence les manifestations du 10 avril à Mexico, avec cinquante mille personnes environ, et celles qui se sont déroulées dans cinq autres États de la République.

A ces événements récents s'ajoutent de nouvelles données pour des faits plus anciens, qui confirment le manque de dispositions du pouvoir. On croit savoir que l'assassinat de Colosio, le candidat officiel aux élections présidentielles, est dû à une lutte entre deux factions du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) mais la conduite

de l'enquête l'occulte en libérant les détenus de ce parti. La désignation présidentielle de son successeur, Zedillo, confirme que le salut du PRI passe avant celui du pays. Les provocations des propriétaires terriens, grands éleveurs au Chiapas, créent un climat qui sert à l'un de ces deux camps et semble rendre service aux autorités. Ni le médiateur ni le commissaire au dialogue n'arrivent à surmonter les rumeurs persistantes des campagnes de dénigrement parce que leurs détracteurs bénéficient de soutien à très haut niveau et, en tout cas, les paralysent. Les manifestations xénophobes, organisées par les "vrais habitants de San Cristóbal" et télécommandées par le maire de San Cristóbal, semblent avoir obéi en réalité à des consignes venant de plus haut puisque, dès le 2 janvier, la mairie de cette ville - comme on vient seulement de le savoir - avait été mise sous contrôle militaire, au point qu'elle servit alors de prison pour les paysans détenus et torturés par l'armée, avant de les laisser se rendre dans les centres d'hébergement municipaux après disparition des traces de sévices.

Il semble donc aux zapatistes, comme à beaucoup d'observateurs et à des journalistes officiellement accusés de faire l'"apologie de la violence", que le président Salinas joue sur plusieurs tableaux: resserrement de l'étau militaire, pour le cas où ... ; et un savant travail de renseignement, mené de concert avec les vieilles pratiques électorales du clientélisme.

C'est ainsi par exemple que, vis-à-vis du CEOIC, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et le gouvernement local (ou le gouvernement fédéral par l'intermédiaire des autorités du Chiapas) continuent la vieille tactique de la division de la dissidence: on offre aux Indiens des sièges au Sénat ou à la chambre des députés, à condition qu'ils freinent les marches de manifestants sur Mexico, et on distribue des chèques aux leaders, moitié pour leur usage personnel et moitié pour leurs troupes, afin de les gagner au régime. Par ailleurs bien des têtes du Conseil d'État d'organisations indiennes et paysannes (CEOIC) étrennent désormais des camionnettes neuves. Des paysans qui envahissent des propriétés rurales ou urbaines viennent visiter leurs nouveaux domaines en voiture, et ce ne sont ni des paysans sans terre ni des migrants sans logement. La chaîne de télévision Televisa achète et inspire ses interviews bien pensantes aux petits fermiers affectés par des invasions de terre ou des rapt de bestiaux. La police de San Cristóbal patrouille la périphérie de la ville pour manifester sa vigilance mais elle change de route dès qu'un groupe d'envahisseurs se présente, comme s'il s'agissait de laisser commettre des actions injustifiables - invasions de terrains de petits fermiers avec, éventuellement, des violences physiques - pour les attribuer ensuite à l'EZLN ou à des partisans et monter l'opinion publique contre eux. On comprend alors les phrases des messages de Marcos sur "le double visage" de "l'imposteur" et le rappel du principe revendicatif auquel on reconnaîtra la lutte de l'EZLN: "rien pour nous, tout pour tous".

En somme, bien que le dialogue pour la paix ne soit pas rompu, tout le monde est entré en crise. Côté armée zapatiste, on se prépare à la guerre, à laquelle elle pourrait être acculée, soit par une nouvelle provocation des propriétaires terriens, soit par l'encercllement militaire. Celui-ci, outre la menace persistante, a les effets d'un blocus: aucun aliment ne peut être introduit dans la zone de conflit et il est impossible d'en faire sortir la production. La faim pourrait conseiller le pire, ne serait-ce que pour survivre. Côté gouvernement, c'est le double langage qui, en fait, nie le dialogue puisque Camacho est confirmé dans son poste de négociateur mais totalement paralysé par les autres mesures. Côté opinion publique, la fin du sextennat de Salinas ressemble à la chute libre de tous les précédents: à celui de Díaz Ordaz, qui ne s'est pas encore lavé du massacre de la place des Trois-Cultures en 1968; à celui d'Echeverría dont le populisme s'est soldé, en fin de mandat, par une dévaluation monstrueuse; à celui de López Portillo qui, après avoir annoncé l'"administration de l'abondance", a sombré dans la banqueroute. Celui de De la Madrid n'est pas en cause, puisqu'il a été terne du début à la fin en laissant s'installer "la décennie perdue". Mais cette fois-ci, la guerre ajoute des accents dramatiques à la routine des sexennats présidentiels.

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490F
Directeur: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL - Commission paritaire de presse 56249 - ISSN 0399-6441